



Organisation
panaméricaine
de la Santé



Organisation
mondiale de la Santé
BUREAU RÉGIONAL DES
Amériques

55^e CONSEIL DIRECTEUR
68^e SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR LES AMÉRIQUES
Washington, D.C., ÉUA, du 26 au 30 septembre 2016

CD55/DIV/2
Original : anglais

**ALLOCUTION DE BIENVENUE DU Dr CARISSA F. ETIENNE
DIRECTRICE DU BUREAU SANITAIRE PANAMÉRICAIN
ET DIRECTRICE RÉGIONALE POUR LES AMÉRIQUES
DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**

**MOT DE BIENVENUE DU Dr CARISSA F. ETIENNE
DIRECTRICE DU BUREAU SANITAIRE PANAMÉRICAIN
ET DIRECTRICE RÉGIONALE POUR LES AMÉRIQUES
DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**

**26 septembre 2016
Washington, D.C.**

**55^e Conseil directeur de l'OPS
68^e Session du Comité régional de l'OMS pour les Amériques**

Honorable présidente du 54^e Conseil directeur, Dr Violeta Menjivar,
Honorables ministres et secrétaires de la Santé des États Membres de l'OPS-OMS,
Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, Dr Margaret Chan,
Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé, Dr Asamoah Baah,
Distingués délégués,
Membres distingués du Corps diplomatique,
Représentants des organisations non gouvernementales en relation officielle avec
l'Organisation panaméricaine de la Santé,
Représentants des Nations Unies et d'autres organismes spécialisés,
Collègues membres de l'OPS et de l'OMS,
Invités d'honneur,
Mesdames et Messieurs,

Bonjour à vous tous.

J'ai ce matin l'immense plaisir de tous vous souhaiter chaleureusement la bienvenue à notre cinquante-cinquième réunion annuelle du Conseil directeur de l'OPS et à la soixante-huitième Session du Comité régional de l'OMS pour les Amériques. Je suis particulièrement heureuse d'accueillir au nom du Bureau sanitaire panaméricain et de nos États Membres, la directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, Dr Margaret Chan, ainsi que le directeur général adjoint, Dr Anarfi Asamoah-Baah.

Nous saluons la présence de tous et chacun d'entre vous et apprécions grandement que vous ayez réservé ce temps pour le passer avec nous. Nous accordons une grande valeur à vos nouvelles idées audacieuses, à vos conseils judicieux et aux indications prudentes que le Secrétariat reçoit des États Membres depuis plus d'un siècle.

Comme vous le savez tous, notre monde change de minute en minute. Alors que la communauté internationale a adopté les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et que nous et nos États Membres, nos organisations sœurs des systèmes

interaméricains et des Nations Unies, nous sommes engagés dans la planification anticipée visant à soutenir l'atteinte de ces objectifs, nous avons tous eu à relever d'importants défis qui perdurent, dont quelques-uns que j'aimerais souligner.

Dans le domaine de la santé, le monde a connu des percées majeures grâce auxquelles les gens vivent en général plus longtemps et en meilleure santé. Il subsiste en revanche des défis substantiels en matière de santé mondiale, allant de l'émergence et de la réémergence imprévues de maladies infectieuses, telles que les maladies à virus Ebola et à virus Zika, au fardeau croissant des maladies non transmissibles [NCD d'après son sigle en anglais] chroniques et à leurs facteurs de risque, aux coûts prohibitifs des soins de santé, particulièrement dans les pays en développement.

Du point de vue économique, malgré les énormes gains réalisés dans la production mondiale, des éléments indiquent que nos systèmes de financement actuels sont inadéquats pour éliminer l'inégalité généralisée qui sévit dans la Région. La crise financière mondiale de 2008 a exposé d'importantes faiblesses des systèmes monétaires et a révélé quelques vulnérabilités pouvant résulter d'un tel marché mondial interconnecté. Plusieurs années après cette crise, l'économie mondiale peine encore avec une croissance lente, des politiques monétaires non conventionnelles dans les économies majeures et des budgets gouvernementaux restreints. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le marasme économique récent pose un défi d'importance capitale, ayant entraîné un ralentissement des taux de réduction des inégalités et une augmentation du nombre de personnes appauvries, pour la première fois en dix ans.

Sur le plan climatologique, nous subissons déjà des répercussions notables des changements climatiques prenant la forme d'événements météorologiques tels que des sécheresses et des tempêtes qui sont devenues plus fréquentes et intenses, alors que les régimes de pluie et de température sont devenus plus imprévisibles. Si les températures mondiales s'élevaient de plus de 2 degrés Celsius d'ici 2100, l'Amérique latine et les Caraïbes, la deuxième région du monde la plus susceptible aux catastrophes naturelles, sera l'une des régions les plus touchées par les changements climatiques extrêmes. Dans un effort de lutte et d'atténuation de ces impacts, il était encourageant de noter que tous les pays de l'Amérique latine ont signé la Déclaration historique de Paris sur le changement climatique en décembre 2015. Les changements climatiques ont également des répercussions négatives sur les productions agricoles et alimentaires et gênent en conséquence notre capacité à assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition.

Pour ce qui est de l'équité et de l'inégalité, en dépit des progrès considérables, 10 des 15 pays du monde les plus marqués par des inégalités se situent en Amérique latine et dans les Caraïbes, selon un rapport récent du PNUD. Le PNUD a estimé que plus de 220 millions de personnes de la région n'ont pas été en mesure d'élever leur statut pour entrer dans la classe moyenne, sans pour autant être considérées comme étant

pauvres. Il s'agit principalement de femmes et d'hommes de la région vivant dans des conditions de vulnérabilité, subsistant avec un peu plus de 4 dollars américains par jour, le seuil de la pauvreté, mais qui risquent de sombrer dans la pauvreté dès qu'une crise financière ou sanitaire se déclare ou qu'une catastrophe naturelle survient. Les femmes et les jeunes sont parmi les plus vulnérables – particulièrement dans les communautés pauvres ou rurales, ainsi que chez les personnes d'origine africaine et autochtone.

Nous avons dû faire face à un autre défi qui était de parvenir à l'égalité entre les sexes. L'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les aspects de la vie, allant de l'accès à la santé et à l'éducation, au pouvoir politique et au potentiel d'apprentissage, est fondamentale pour savoir si et de quelle manière les sociétés prospèrent. Bien que nous ayons progressé en matière d'égalité entre les sexes en tant que Région, ce changement ne s'est pas produit aussi rapidement que nous l'aurions souhaité.

Technologiquement, nous sommes entrés dans l'ère de la quatrième révolution industrielle, une transformation technologique mue par l'Internet omniprésent et mobile. L'Internet change et continue de modifier la façon dont nous vivons, travaillons, produisons, consommons et nous divertissons. Avec un rayonnement aussi vaste, les technologies numériques ne peuvent que perturber beaucoup de nos modèles existants d'entreprise et de gouvernement. Collectivement, notre défi consiste à gérer ce profond changement d'une manière qui ne mène pas à une fragmentation sociétale, à l'exclusion ou à des atteintes, mais qui assure plutôt que son potentiel puisse être intentionnellement exploité au meilleur profit de tous, notamment son usage pour le déploiement d'une multitude de nouvelles solutions dans le domaine des soins de santé qui pourraient contribuer de façon significative à la prévention et au traitement des maladies, même dans les milieux à faible revenu.

Avant de poursuivre, j'aimerais attirer votre attention sur trois développements notables et d'une grande portée dans notre région. Le premier d'entre eux concerne la Colombie et à cet égard, j'aimerais profiter de cette occasion pour adresser nos plus sincères félicitations au gouvernement de la Colombie pour sa signature de l'accord de paix historique. Pour ceux d'entre vous qui n'êtes peut-être pas au courant, pendant les années 1980, l'OPS avait élaboré une initiative intitulée La santé en tant que pont pour la paix, qui a fait ses preuves en Amérique centrale et qui a maintenant été adoptée dans plusieurs pays en conflit à travers le monde. Il sera maintenant envisagé d'appliquer en Colombie les nombreux enseignements tirés et les meilleures pratiques émergeant de cette initiative en vue de constituer la base technique nécessaire pour renforcer le secteur de la santé dans les domaines affectés par ce vieux conflit. Nous allons continuer de collaborer étroitement avec les autorités nationales de la Colombie et les partenaires afin d'assurer que tout le monde ait un accès équitable à des services de santé de qualité.

Deuxièmement, le 20 septembre 2016, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exprimé « sa tristesse et ses regrets les plus profonds pour la grande souffrance des Haïtiens frappés par la flambée de choléra en Haïti ». Il a ajouté que les Nations Unies avaient une responsabilité morale envers les victimes de la flambée de choléra et a promis d'alléger leur détresse, d'améliorer leur qualité de vie et de soutenir Haïti pour construire des systèmes d'alimentation en eau, d'assainissement et sanitaires sûrs. Le Secrétariat de l'OPS apprécie le changement de perspective du Secrétaire général.

Comme vous le savez peut-être, l'OPS est un membre fondateur et assume la fonction de Secrétariat de la Coalition régionale en vue d'éliminer le choléra sur l'île d'Hispaniola. Des progrès substantiels ont été réalisés grâce au travail de cette coalition dans l'amélioration de l'eau et de l'assainissement en Haïti. Malheureusement, la mobilisation de ressources financières adéquates est toutefois demeurée un défi persistant. Nous avons maintenant espoir que ce défi s'améliorera suite aux remarques du Secrétaire général. L'OPS a continué de fournir de la coopération et du soutien techniques à Haïti pour la vaccination contre le choléra, l'eau et l'assainissement, et la gestion des services de santé pour traiter et contenir les cas de choléra.

Le troisième développement important dont j'aimerais vous entretenir concerne la résistance aux antimicrobiens puisque l'Assemblée générale des Nations Unies a récemment convoqué une réunion de haut niveau d'une journée consacrée à ce sujet avec ses États Membres, des organismes non gouvernementaux, la société civile, le secteur privé et des établissements universitaires. Les principaux objectifs de cette réunion étaient de sensibiliser à la résistance aux antimicrobiens et d'améliorer les connaissances s'y rapportant, et de recueillir et maintenir un solide engagement politique national, régional et international pour résoudre ce problème crucial de manière globale, en employant des approches multisectorielles.

Cette réunion a fait ressortir les importants rôles et responsabilités des gouvernements, ainsi que le rôle crucial d'organisations intergouvernementales pertinentes, particulièrement l'Organisation mondiale de la Santé dans le cadre de son mandat et en coordination avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et l'Organisation mondiale de la santé animale [OIE]. Cette réunion a aussi souligné le besoin urgent de déployer des efforts et des engagements multisectoriels et intersectoriels avec tous les secteurs pertinents de la société en relevant les défis que pose la résistance aux antimicrobiens. Nous devons maintenant prendre d'urgence des mesures contre cette menace majeure pour la santé humaine et à cet égard, je dois vous signaler que l'OPS a déjà entamé des travaux de préparation de plans nationaux avec ses États Membres, guidés par les cinq objectifs stratégiques du Plan d'action mondial de l'OMS. Au mois de juillet 2016, lors de la 17^e Réunion interaméricaine au niveau ministériel en matière de santé et d'agriculture [RIMSA], nous avons rencontré la communauté de l'Agriculture et de la Santé, dont des ministres, des

ONG et des médecins, pour discuter du programme *One Health* et de l'usage des antimicrobiens.

Changement de sujet. J'aimerais noter qu'au cours des douze derniers mois, le Secrétariat a continué de travailler en collaboration avec nos États Membres à la résolution d'un grand éventail de problèmes techniques dans le cadre de notre Plan stratégique 2014-2019 et expressément définis dans nos programmes de travail bisannuels convenus avec nos États Membres. Certains d'entre eux comprenaient des activités prévues visant à établir des systèmes de santé résilients et à faire progresser la santé universelle, la poursuite de nos initiatives d'élimination des maladies infectieuses telles que la transmission mère-enfant du VIH et de la syphilis, l'onchocercose et la rougeole, la lutte contre les MNT et leurs facteurs de risque, particulièrement le tabagisme, la consommation de boissons sucrées, d'aliments à forte teneur en sel et en gras et d'aliments transformés.

En parallèle, nous sommes aussi intervenus face à une suite de situations d'urgence et de catastrophes morbides et sanitaires, dont une épidémie sans précédent imputable à la nouvelle émergence du virus Zika dans notre région, un séisme de magnitude 7,8 en Équateur, plusieurs ouragans et tempêtes tropicales dans les Caraïbes, un déplacement imprévu de migrants dans l'ensemble de l'Amérique centrale. Les détails du travail que nous avons accompli en relation avec ces événements seront décrits plus en détail dans le Rapport annuel 2016 que je vais vous présenter.

Pendant que nous fournissions de la coopération technique active à nos États Membres, nous avons aussi cherché à nous renouveler sur le plan institutionnel en collaborant à des réformes fondamentales de l'OMS, comprenant le nouveau Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques, plus familièrement connu sous le nom de FENSA d'après son sigle en anglais, ainsi que le nouveau Programme de gestion des situations d'urgence sanitaire. En réponse aux réformes de l'OMS sur les urgences sanitaires, je suis très heureuse d'annoncer que nous avons maintenant créé un Programme des urgences sanitaires de l'OPS qui réunit l'ancien Département de préparation aux situations d'urgence et de secours en cas de catastrophes et l'Unité du Règlement sanitaire international/Alerte et réponse aux épidémies, et maladies hydriques en une structure de gestion fusionnée unique. Ce nouveau département harmonisera sur le plan fonctionnel son travail concernant les situations d'urgence avec le nouveau Programme OMS de gestion des urgences sanitaires, tout en maintenant les domaines de travail prioritaires qui sont propres à la Région des Amériques.

J'estime que nous avons accompli beaucoup de choses ces douze derniers mois, malgré les nombreux défis et les nouveaux qui ont émergé et que nous avons rencontrés en chemin. Je suis absolument persuadée que ces réalisations ont été rendues possibles grâce au travail ardu du personnel du Secrétariat qui a catalysé l'action en matière de santé publique, aux engagements politiques et financiers

inébranlables des gouvernements, au dévouement indéfectible et au travail persévérant des agents de santé de tous nos États Membres, et aux contributions synergiques de nos nombreux partenaires, donateurs, ONG, etc., qui ont contribué ensemble à étendre la portée de notre coopération technique.

Tournés vers l'avenir, nous devons nous arrêter pour prendre note que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes [CEPAL] a établi une prévision selon laquelle la population régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes atteindra 763 millions de personnes d'ici 2050, dont 186 millions auront 60 ans et plus. Les systèmes de santé régionaux devront s'ajuster à ces changements radicaux de la croissance démographique, qui seront concentrés dans les pays les plus pauvres, ainsi qu'à un nombre croissant de personnes âgées. Cela exigera de passer de l'optique actuelle du traitement des personnes malades à la prévention des maladies et à la préservation de la santé des populations. La question que je vous pose tous est de savoir comment nous allons faire face à cet énorme changement démographique et assurer que nos systèmes de santé régionaux soient prêts à affronter l'avenir.

J'insiste sur le fait que la construction de quelques nouveaux hôpitaux de plus en soi n'entraînera pas une santé améliorée dans quelque nation que ce soit. Nous devons reconsidérer les structures et le financement de nos systèmes de santé si nous voulons réaliser des progrès tangibles vers un accès universel à la santé et une couverture sanitaire universelle, et assurer la viabilité à long terme de nos systèmes de santé. Nous devons commencer à investir de façon plus substantielle dans des systèmes de soins primaires qui soient entièrement intégrés à d'autres niveaux de soins, dont la promotion de la santé et la prévention. À cet égard, je prie donc instamment les États Membres de revoir l'ordre de priorité des soins de santé primaires dans leur programme national.

Pour terminer, je remarque que nous avons devant nous un programme complet et très intéressant, notamment plusieurs manifestations en marge qui sont dignes de mention. Nous allons traiter d'une foule de sujets, allant de questions de santé publique à des questions cruciales afférentes aux programmes et aux politiques, en plus des mises à jour sur plusieurs questions d'ordre technique, administratif et financier. Il ne fait pour moi aucun doute que nous passerons une semaine très réussie et productive, bénéficiant de vos conseils d'experts, unis par notre dévouement sans réserve à la santé et au bien-être des habitants des Amériques et en contemplant collectivement l'horizon 2030.

Je vous remercie tous.

- - -